Plus de trente-et-un ans après leur mort, la France honore enfin les deux gendarmes et l'épouse de l'un d'eux tombés au Rwanda

Michel Robardey

France-Turquoise, 9 juillet 2025

L'attentat qui, le 6 avril 1994 à Kigali (Rwanda), a coûté la vie aux présidents du Rwanda et du Burundi, a entraîné la perpétration de toute une série de massacres sur l'ensemble du pays.

Parmi les victimes figurent, outre les trois membres de l'équipage de l'avion présidentiel, trois ressortissants français : les Adjudants-Chefs de la Gendarmerie Nationale Alain DIDOT et René MAIER ainsi que madame Gilda DIDOT, épouse du premier. Appartenant au Détachement Militaire d'Assistance Technique « Gendarmerie » de la Mission d'Assistance Militaire près de la République Rwandaise, ces deux sous-officiers sont tombés dans l'accomplissement d'une nouvelle mission, commandée par leur chef au profit de la communauté française résidant au Rwanda. Mme Gilda DIDOT se tenait aux côtés de son époux dans l'accomplissement de cette mission à laquelle elle contribuait.

Dès le début des troubles particulièrement violents, les A/C Alain DIDOT et René MAIER ont reçu ordre d'abandonner leur mission d'assistance technique auprès des forces armées rwandaises et d'activer la station recueil du réseau de sécurité mis en place par l'Ambassade de France au profit des expatriés de nationalité française et européenne. La station directrice était située au domicile du couple DIDOT, seul qualifié pour installer et servir ce matériel.

Les A/C Alain DIDOT et René MAIER, désignés par l'Attaché de Défense près l'Ambassade de France pour tenir en veille permanente la station directrice de ce réseau ont été de ce fait rattachés à l'Opération Amaryllis déclenchée par Paris lors de la décision d'évacuer nos ressortissants.

Alors qu'ils assuraient la mission reçue les deux militaires et madame DIDOT, ont été surpris par un élément militaire non officiellement identifié qui les a désarmés puis exécutés sur ordre. Ce triple assassinat n'a fait l'objet d'aucune enquête officielle. Il a en revanche suscité une littérature abondante de la part de militants de tous bords dans le but d'attribuer la responsabilité de ce crime à leurs adversaires respectifs. Un roman a même été publié.

Mais quels que soient les auteurs, non identifiés officiellement et, hélas, encore impunis, de ce crime de guerre – ou crime contre l'humanité – selon qu'il se rattache ou non au génocide concomitant – les deux sous-officiers sont tombés dans l'accomplissement de la mission commandée par l'Ambassade de France, en lien avec l'Opération Amaryllys.

Les Adjudants-Chefs Alain DIDOT et René MAIER ont été faits immédiatement chevaliers de la Légion d'Honneur à titre posthume. Ainsi que Mme Gilda DIDOT, ils ont fait l'objet d'une citation à l'ordre de la Gendarmerie comportant attribution de la Médaille de la Gendarmerie Nationale. Cependant cet hommage restait incomplet.

Le 3 novembre 2023, l'Association FRANCE-TURQUOISE a adressé à l'ONaCVG trois demandes d'attribution de la mention « Mort pour la France ».

Instruites par le personnel de l'ONaCVG avec la plus grande attention, ces trois demandes ont connu une issue favorable puisque la mention « Mort pour la France » a été attribuée par décision en date du 19 juin 2025 aux adjudants/chefs Alain DIDOT et René MAIER ainsi qu'à madame Gilda LANA épouse DIDOT.

Cette décision replace sans discussion possible leur mort dans le cadre d'une opération militaire strictement française dans le but de protéger la vie de nos ressortissants.

Si nous avons hélas l'habitude de rendre hommage à nos camarades tombés au Champ d'Honneur, il est moins fréquent mais n'est cependant pas rare de devoir saluer la dépouille ou les souffrances d'une épouse de gendarme ayant partagé jusqu'au sacrifice le sort de son époux. Gilda DIDOT, née italienne et devenue française par choix avant de l'être par le sang versé, rejoint ainsi la cohorte des épouses de gendarme qui, pour ne pas remonter trop loin, ont été fusillées par la Milice en 1944 parce que leur mari avait pris le maquis, ont été massacrées en Indochine lors du coup de force japonais de 1945, ont dû combattre en Algérie en servant le FM sur le toit de la brigade alors que leur mari combattait au rez-de-chaussée ou loin de la brigade. D'autres encore ont subi de dures épreuves en Nouvelle Calédonie.

On mesure ainsi l'importance de ces trois décisions, au regard du drame rwandais d'une part et au regard du dévouement de nos épouses d'autre part. La France s'honore en les honorant.

Colonel(er) Michel Robardey

Vice président [de l'association France-Turquoise]